

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Augustin-de-Desmaures _____

Code géographique : 23072 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Manon Lemay, CA, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-10-21

Signature



Dernière modification : 2011-12-14 10:11:45

Réservé au ministère

40 636 670	7 775 852	21 381 238	1,1454
------------	-----------	------------	--------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	14
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	15
Charges par objets	16
Charges par objets	17
État des résultats	
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	18
État de la situation financière	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	
Autres renseignements complémentaires	22
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les prévisions des revenus et des charges ont été préparées sur la base d'hypothèses comptables, financières et statistiques; conséquemment, nous n'exprimons pas d'opinion sur ces prévisions.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Mallette
SENCRL
Comptables agréés

CA auditeur permis no 7474

DATE 2011-10-21

Dernière modification : 2011-12-14 10:11:45

Réservé au ministère

40 636 670	7 775 852	21 381 238	1,1454
------------	-----------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-12-14 10:11:45

Réservé au ministère

40 836 670	7 775 852	21 381 238	1,1454
------------	-----------	------------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes		28 153 912		28 153 912	26 738 522
Paiements tenant lieu de taxes	26 559 000	1 745 000		1 523 236	1 935 646
Quotes-parts					
Transferts	867 900	748 387		748 387	3 382 447
Services rendus	1 163 500	1 632 831		1 632 831	2 185 678
Imposition de droits	823 500	2 069 759		2 069 759	644 514
Amendes et pénalités	90 300	149 305		149 305	54 985
Intérêts	126 200	185 952		185 952	222 289
Autres revenus	1 300 000	5 088 388		5 088 388	10 084 576
	32 675 400	39 551 770		39 551 770	45 248 657
Investissement					
Taxes					
Quotes-parts					
Transferts	17 675 500	1 698 407		1 698 407	36 679
Autres revenus					
Contributions des promoteurs		109 000		109 000	782 426
Autres	1 085 000	744 426		744 426	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales					
	18 760 500	2 551 833		2 551 833	819 107
	51 435 900	42 103 603		42 103 603	46 067 764
Charges					
Administration générale	14 266 300	17 549 890		17 549 890	15 340 822
Sécurité publique	385 700	339 976		339 976	219 202
Transport	3 371 000	3 036 343		3 036 343	4 551 432
Hygiène du milieu	1 793 900	1 859 491		1 859 491	2 389 356
Santé et bien-être	76 500	108 316		108 316	68 322
Aménagement, urbanisme et développement	1 023 500	1 565 031		1 565 031	7 274 051
Loisirs et culture	4 640 900	5 043 462		5 043 462	4 579 948
Réseau d'électricité					
Frais de financement	1 910 000	1 524 007		1 524 007	2 371 140
Amortissement des immobilisations	2 752 300	3 301 235		3 301 235	
	30 220 100	34 327 751		34 327 751	36 794 273
	21 215 800	7 775 852		7 775 852	9 273 491
Excédent (déficit) de l'exercice					

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	21 215 800	7 775 852	9 273 491
Moins: revenus d'investissement	2	(18 760 500)	(2 551 833)	(819 107)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 455 300	5 224 019	8 454 384
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 752 300	3 301 235	2 525 625
Produit de cession	5		3 696	1 500 000
(Gain) perte sur cession	6		(3 696)	(484 316)
Réduction de valeur	7			
	8	2 752 300	3 301 235	3 541 309
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		569 368	6 373 670
Réduction de valeur	10			
	11		569 368	6 373 670
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			220 000
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			220 000
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 100 000)	(3 800 756)	(3 910 344)
	18	(3 100 000)	(3 800 756)	(3 910 344)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(1 906 300)	(4 881 386)	(10 420 803)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(201 300)	(133 401)	113 824
Montant à pourvoir dans le futur	22			
Financement des investissements en cours	23			
	24	(2 107 600)	(5 014 787)	(10 306 979)
	25	(2 455 300)	(4 944 940)	(4 082 344)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26		279 079	4 372 040

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	18 780 500	2 551 833	819 107
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	1 250 000)	1 840 195)	2 685 385)
Sécurité publique	3 (	)	840))
Transport	4 (	6 766 000)	9 239 173)	4 060 275)
Hygiène du milieu	5 (	21 445 000)	3 589 164)	2 204 493)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	44 000)	103 134)	18 841)
Loisirs et culture	8 (	3 785 000)	2 395 104)	13 789 866)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	33 296 000)	17 177 610)	22 758 860)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	)	911 466)	7 683 854)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 (	50 000 )	)	140 000)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	12 679 200	6 786 000	6 674 168
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	1 908 300	4 881 386	10 420 803
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		1 109 665	1 685 688
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16		429 910	1 961 776
	17	1 908 300	6 420 961	14 068 267
	18	(18 760 500)	(4 882 115)	(9 840 279)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19		(2 330 282)	(9 021 172)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	4 272 900	4 556 800	3 919 520
Charges sociales	2	870 200	844 447	726 846
Biens et services	3	8 590 000	8 352 648	13 732 472
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 640 000	1 011 858	1 024 580
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	10 000	10 134	13 880
D'autres tiers	7	250 000	217 484	296 452
Autres frais de financement	8	10 000	284 531	1 036 248
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	11 579 000	15 499 584	13 240 133
Autres	10			
Autres organismes	11	186 100	203 864	217 861
Amortissement des immobilisations	12	2 752 300	3 301 235	2 525 625
Autres				
-	13	79 600	45 186	80 676
-	14			
-	15			
	16	30 220 100	34 327 751	36 794 273

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	26 559 000	28 153 812	26 738 522
Paiements tenant lieu de taxes	2	1 745 000	1 523 236	1 935 646
Quotes-parts	3			
Transferts	4	18 543 400	2 446 794	3 419 126
Services rendus	6	1 163 500	1 632 831	2 185 678
Imposition de droits	6	823 500	2 069 759	644 514
Amendes et pénalités	7	90 300	149 305	54 985
Intérêts	8	126 200	185 952	222 289
Autres revenus	9	2 385 000	5 941 814	10 867 004
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	51 435 900	42 103 603	46 067 764
Charges				
Administration générale	12	14 528 200	17 692 795	15 340 822
Sécurité publique	13	385 700	339 876	219 202
Transport	14	4 783 200	4 612 237	4 551 432
Hygiène du milieu	15	2 538 800	2 674 037	2 389 356
Santé et bien-être	16	76 500	108 316	68 322
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 028 800	1 573 191	7 274 051
Loisirs et culture	18	4 968 900	5 803 192	4 579 948
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	1 910 000	1 524 007	2 371 140
	21	30 220 100	34 327 751	36 794 273
Excédent (déficit) de l'exercice	22	21 215 800	7 775 852	9 273 491
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		32 860 818	23 587 327
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		32 860 818	23 587 327
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		40 636 670	32 860 818

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	21 215 800	7 775 852	9 273 491
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	33 298 000 ) (	17 177 610 ) (	22 758 860)
Produit de cession	3		3 696	1 500 000
Amortissement	4	2 752 300	3 301 235	2 525 625
(Gain) perte sur cession	5		(3 696)	(484 316)
Réduction de valeur	6			
	7	(30 543 700)	(13 876 375)	(19 217 551)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(342 099)	(1 310 183)
Variation des stocks de fournitures	9		(72 878)	(36 959)
Variation des autres actifs non financiers	10		(63 043)	38 968
	11		(478 020)	(1 308 174)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(9 327 900)	(6 578 543)	(11 252 234)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(31 574 936)	(20 322 702)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(31 574 936)	(20 322 702)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(38 153 479)	(31 574 936)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	500 805	1 308 442
Placements temporaires	2	3 000 000	16 900 174
Débiteurs (note 5)	3	8 314 073	7 147 431
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	11 814 978	25 356 047
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	6 929 185	6 929 185
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	11 520 883	21 251 642
Revenus reportés (note 11)	13	235 183	338 748
Dettes à long terme (note 12)	14	31 283 206	28 411 408
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	49 988 457	56 930 983
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(38 153 479)	(31 574 936)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	75 480 076	61 603 701
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	2 962 892	2 620 793
Stocks de fournitures	20	276 667	203 789
Autres actifs non financiers (note 15)	21	70 514	7 471
	22	78 790 149	64 435 754
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	40 636 670	32 860 818
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 775 852	9 273 491
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	3 301 235	2 525 625
Autres			
-Produit de cession	3	(3 696)	(1 500 000)
-	4		
	5	11 073 391	10 299 116
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(1 166 642)	(144 462)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	(9 730 759)	11 040 979
Revenus reportés	11	(103 565)	(1 440 033)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13	(342 099)	(1 310 183)
Stocks de fournitures	14	(72 878)	(36 959)
Autres actifs non financiers	15	(63 043)	38 968
	16	(405 595)	18 447 426
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(17 177 610)	(22 758 860)
Produit de cession	18	3 696	1 500 000
	19	(17 173 914)	(21 258 860)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	(140 000)
Remboursement ou cession	21		
	22		(140 000)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	6 786 000	7 640 875
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 859 566)	(4 944 158)
Variation nette des emprunts temporaires	25		6 929 185
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(54 636)	(27 059)
Autres			
- Transfert Ville de Québec	27		1 235 886
-	28		
	29	2 871 798	10 834 329
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(14 707 711)	7 882 895
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Insuffisance) au début de l'exercice			
	31	18 208 616	10 325 721
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	3 500 905	18 208 616

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été reconstituée le 1er janvier 2006 suite au décret 962-2005 prévoyant la reconstitution de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Elle est régie par la Loi des cités et villes.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville applique la méthode de la comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou du prix de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Immobilisations

1. Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de cinq à quarante ans. Pour les immobilisations acquises dans l'année, aucun montant d'amortissement n'a été considéré selon une pratique courante dans le monde municipal.

2. Immobilisation en cours:

Ce poste comprend les dépenses en immobilisations effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le REER offert par la Ville à ses employés non transférés de la Ville de Québec est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

S.O.

H) Autres éléments

Utilisation d'estimations :

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et de passif présentés, les postes de revenus et de dépenses y afférents. Les secteurs importants des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations incluent les éléments de passif découlant de la provision contestation d'évaluation, provision pour mauvaises créances, provision pour réclamations et litiges en suspens et la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Facilité de crédit

Une marge de crédit de 3 000 000 \$ est autorisée auprès de la Caisse populaire Desjardins. Elle porte intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement. Le solde est à zéro au 31 décembre 2010.

Placements temporaires

La Ville a placé des sommes totalisant de 3 000 000 \$ en dépôt à terme en novembre 2010. Le taux d'intérêt obtenu est de 1,40 % pour un an et rachetable en tout temps.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	359 485	489 912
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	2 350 651	1 956 784
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 790 498	653 128
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 297 798	449 568
Organismes municipaux	8	771 410	666 075
Autres			
- Intérêts courus à rec.	9	123 657	208 736
- Droits mutation et c/rec	10	1 980 059	3 213 140
	11	8 314 073	7 147 431
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	130 838	189 749
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	130 838	189 749
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()
	27	()
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	115 656
Autres régimes (REER et autres)	31	76 201
Régimes de retraite des élus municipaux	32	12 411
	33	204 268
		93 755
		78 491
		11 176
		183 422
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	3 626 602
Salaires et avantages sociaux	38	729 199
Dépôts et retenues de garantie	39	937 030
Provision pour contestations d'évaluation	40	16 500
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Organismes municipaux	42	6 011 633
- Intérêts courus dette à LT	43	199 919
-	44	362 575
-	45	10 000
- Dettes - CDE	46	5 317 849
	47	11 520 883
		21 251 642
Note		
11. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	47 616
Transferts	49	49 781
Autres		
- Surplus RREM	50	86 385
- Rev. loisirs p/a et autres	51	121 182
	52	235 183
		76 992
		211 975
		338 748
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

12. Dette à long terme					2010	2009	
	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne					63	18 853 000	12 967 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65	435 850	507 416
Organismes municipaux					66	10 060 748	12 415 414
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres	0,00	0,00	2014	2014	58	2 133 333	2 666 667
					59	31 482 931	28 556 497
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(199 725)	(145 089)
					61	31 283 206	28 411 408

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	70	2 973 358	78	87	533 333	85	3 506 691
2012	63	71	2 704 837	79	88	533 333	86	3 238 170
2013	64	72	2 619 059	80	89	533 333	87	3 152 392
2014	65	73	2 438 598	81	90	533 333	88	2 971 931
2015	66	74	2 390 709	82	91		89	2 390 709
2016 et +	67	75	16 223 038	83	92		100	16 223 038
	68	76	29 349 599	84	93	2 133 332	101	31 482 931
Intérêts et frais accessoires				85 ()			102 ()	
	69	77	29 349 599	86	94	2 133 332	103	31 482 931

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104	8 756 125	132	277 939	169		186	9 034 064
Eaux usées	105	10 232 542	133	641 745	180		187	10 874 287
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	20 065 477	134	2 355 372	161		188	22 420 849
Autres	107	5 549 238	135	1 773 877	162		189	7 323 115
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	18 621 704	137	2 254 774	164		191	20 876 478
Améliorations locatives	110		138		166		192	
Véhicules	111	1 358 531	139	505 183	166		193	1 863 714
Ameublement et équipement de bureau	112	783 213	140	283 311	167		194	1 066 524
Machinerie, outillage et équipement divers	113	2 699 488	141	1 031 588	168		195	3 731 076
Terrains	114	1 661 831	142	110 798	169		196	1 772 429
Autres	115		143		170		197	
	116	<u>69 727 949</u>	144	<u>9 234 587</u>	171		198	<u>78 962 536</u>
Immobilisations en cours	117	<u>922 000</u>	145	<u>7 943 023</u>	172		199	<u>8 865 023</u>
	118	<u>70 649 949</u>	146	<u>17 177 610</u>	173		200	<u>87 827 559</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119	1 172 238	147	330 024	174		201	1 502 262
Eaux usées	120	1 552 504	148	432 607	175		202	1 985 111
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	4 015 534	149	1 247 763	176		203	5 263 297
Autres	122	1 040 768	150	384 409	177		204	1 425 177
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	685 014	152	534 111	179		206	1 219 125
Améliorations locatives	125		153		180		207	
Véhicules	126	305 421	154	106 566	181		208	411 987
Ameublement et équipement de bureau	127	146 193	155	88 322	182		209	244 515
Machinerie, outillage et équipement divers	128	128 576	156	167 433	183		210	296 009
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>9 046 248</u>	158	<u>3 301 235</u>	185		212	<u>12 347 483</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>61 603 701</u>					213	<u>75 480 076</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	()	218	()	220	()	222	()
Valeur comptable nette	216						223	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225	947 783	1 177 955
Autres	226	2 015 108	1 442 838
	227	2 962 892	2 620 793
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	2 962 892	2 620 793
Note			
15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	70 514	5 955
Frais reportés	231		1 516
	232		
	233	70 514	7 471
Note			

16. Engagements contractuels

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 2 512 908 \$ pour honorer ces engagements, la Ville devrait prévoir pour les prochains exercices les sommes suivantes:

2011	1 392 921 \$
2012	421 161 \$
2013	282 307 \$
2014	280 807 \$
2015	135 712 \$

Services	Échéance des contrats	Solde de l'engagement au 31-12-2010
Location de photocopieurs	2015	54 171 \$
SPA	2012	12 237 \$
Service de personnel en loisirs	2011	8 900 \$
Vidange des fosses septiques	2012	37 555 \$
Contrat collecte mat. recyclables	2012	279 385 \$
Location terrain soccer	2018	573 825 \$
Location espace	2011	53 830 \$
Assurances collectives	2011	117 785 \$
Accueil piste ski de fond	2011	12 983 \$
Déneigement stat. et rues	2011	32 472 \$
Collecte d'ordures ménagères	2014	610 793 \$
Assurances générales	2011	206 000 \$
Inspection boîtes de service	2011	3 292 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Honoraires activités de loisirs	2011	24 174 \$
Honoraires journal	2012	77 995 \$
Aides financières	2013	45 500 \$
Location piscine	2011	197 000 \$
Contrat lignes télép.	2015	48 488 \$
Location terrain soccer	2011	4 100 \$
Autres honoraires	2011	97 976 \$
Cotisation association prof.	2011	14 447 \$

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

De plus, la Ville se porte caution en faveur d'un organisme à but non lucratif pour un montant de 2 600 000 \$ pour la construction d'un stade de soccer intérieur.

b) Auto-assurance

Auto-assurance au niveau de l'assurance-salaire à courte durée.

c) Poursuites

s.o.

d) Autres

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

B.O.

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

20. Frais de quotes-parts d'agglomération

La Ville a comptabilisé au poste "Créditeurs et charges à payer" à la note 10 une provision d'un montant de 5 011 532 \$ pour des frais de quotes-parts d'agglomération allégués de 3 995 804 \$ et d'intérêts facturés pour un montant de 1 015 728 \$ par la Ville de Québec pour les exercices 2008, 2009 et 2010. Ce montant est en litige présentement. Toutefois, la Ville en a effectué le paiement en octobre 2011. Ce paiement a été fait sans préjudice, ni admission de la part de la Ville quant au bien-fondé de la réclamation de la Ville de Québec.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 5 128 310	6 418 514
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 816 880	751 871
Montant à pourvoir dans le futur	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4 (12 497 595)	(10 167 313)
Investissement net dans les éléments à long terme	6 47 090 975	35 857 746
	6 40 636 670	32 860 818

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté

- Produit vente terrain (parc)	7 528 393	222 614
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14 528 393	222 614

Réserves financières

-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
	20	

Fonds réservés

Fonds de roulement	21 135 701	134 866
Fonds parcs et terrains de jeux	22 223 784	362 748
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	
Société québécoise d'assainissement des eaux	24 16 901	15 375
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25 12 201	16 268
Fonds d'amortissement	26	
Financement des activités de fonctionnement	27	
Autres		
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 388 587	529 257
	33 916 980	751 871

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () (
Intérêts sur la dette à long terme	35 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () (
Régimes non capitalisés	37 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () (
Autres	39 () (
Régimes non capitalisés	40 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () (
Autres		
-	42 () (
-	43 () (
	44 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	2 032 041
Investissements à financer	46 (	14 529 836) (
	47	(12 497 595) (10 167 313)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	75 480 076
Propriétés destinées à la revente	49	2 962 892
Prêts	50	61 603 701
Placements à titre d'investissement	51	2 620 793
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53	78 442 968
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	31 283 206
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	28 411 408
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (	199 725
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 (	130 938) (
	58	189 749
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	31 351 993
	60	28 366 748
	61	31 351 993
	61	47 090 975
		35 857 746

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34	()
Charge d'intérêts nette (Intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques	52		
	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	64	55	68

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques	86		
	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 2

Description des régimes et autres renseignements

Lors de la défusion le 1er janvier 2006, des employés de la Ville de Québec ont été transférés à la nouvelle Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. L'obligation du nouvel employeur était de conférer des avantages sociaux équivalents aux employés transférés.

Au courant de l'année 2007, un régime de retraite à cotisations déterminées simplifié a été instauré pour certaines catégories d'emplois (manuels, brigadiers scolaires et surveillants). Le 1er mars 2009, un nouveau régime de retraite pour le groupe des fonctionnaires est créé. Le taux de l'employé et l'employeur est de 7 %. La Ville doit continuer à cotiser au régime de retraite de la Ville de Québec pour un employé cadre selon les exigences du décret de défusion.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89	<u>115 656</u>	<u>93 755</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville a instauré un REER individuel pour ses employés cadres.

La Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures participe au régime de retraite à prestations déterminées de la Ville de Québec pour un employé transféré lors de la défusion. Pour l'année 2010, les sommes versées par l'employeur représente 7 350.59 \$ et pour 2009 une somme de 7 361 \$. Ces montants sont inclus dans les chiffres présentés plus bas.

Charge de l'exercice		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cotisations de l'employeur	91	<u>76 201</u>	<u>78 491</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
93 Non

Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94 1 1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Charge de l'exercice		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cotisations des élus au RREM	95	<u>3 683</u>	<u>3 316</u>
Contributions de l'employeur au RREM	96	12 411	11 176
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	<u>12 411</u>	<u>11 176</u>
	98	<u>12 411</u>	<u>11 176</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	31 482 931
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	14 529 636
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	130 938
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	45 881 629
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	45 881 629
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	45 881 629
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	21 992 000	23 589 713	22 568 210
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	14 000	13 990	13 980
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	22 006 000	23 603 703	22 582 190
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	812 300	827 782	742 683
Égout	11	794 700	782 806	722 833
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 860 000	1 909 753	1 622 050
Autres				
-	14			27 428
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	1 086 000	1 030 068	1 041 328
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	4 553 000	4 550 209	4 156 332
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	4 553 000	4 550 209	4 156 332
	26	26 559 000	28 153 912	26 738 522

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	45 100	(23 136)	37 534
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	9 900		14 953
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	55 000	(23 136)	52 487
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	52 000	45 029	220 340
Cégeps et universités	33	93 000	722 293	808 084
Écoles primaires et secondaires	34	1 500 000	725 021	815 956
	35	1 645 000	1 492 343	1 842 380
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	1 700 000	1 469 207	1 894 887
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	45 000	54 029	40 779
	51	45 000	54 029	40 779
	52	1 745 000	1 523 236	1 935 646

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	63		26 500
Sécurité publique			
Police	64		
Sécurité incendie	65		
Sécurité civile	66		
Autres	67		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	8 700	8 890
Enlèvement de la neige	59		9 306
Autres	60		106 497
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	110 000	94 408
Tri et conditionnement	74		121 424
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		3 302
Protection de l'environnement	78		16 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		43 840
Sécurité du revenu	81		9 071
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	1 500	4 500
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	126 300	80 955
Autres	89	52 100	52 150
Réseau d'électricité	90		55 990
	91	298 600	288 045
			424 304

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	17 675 500	307 197
Enlèvement de la neige	98		36 679
Autres	99	559 194	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	418 224	
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	407 634	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112	6 158	
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	17 675 500	1 698 407
			36 679

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	553 000	444 053	317 636
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	16 300	16 288	2 640 507
	139	569 300	460 342	2 958 143
TOTAL DES TRANSFERTS	140	18 543 400	2 448 794	3 419 126

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	40 000	49 599	40 986
	144	40 000	49 599	40 986
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	8 500		1 106 229
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	8 500		1 106 229
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Réseaux d'égout				
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	160			
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			666
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			666
Santé et bien-être				
Logement social				
Autres	169			
	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives				
Activités culturelles	177	15 000	56 028	15 436
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180	15 000	56 028	15 436
Réseau d'électricité				
	181			
	182	63 500	105 627	1 163 317

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	30 000	36 322	46 496
Sécurité publique	184		37 487	
Transport				
Réseau routier	185	117 000	122 125	21 555
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	101 400	117 275	220 021
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	116 200	187 701	194 089
Loisirs et culture	194	735 400	1 026 294	540 200
Réseau d'électricité	195			
	196	1 100 000	1 527 204	1 022 381
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	1 163 500	1 632 831	2 185 678
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	116 000	287 144	162 569
Droits de mutation immobilière	199	707 000	1 782 368	481 820
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201	500	247	325
	202	823 500	2 069 759	644 514
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	90 300	149 305	54 985
INTÉRÊTS	204	126 200	185 952	222 289
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		3 696	484 316
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	1 300 000	4 919 738	9 775 559
Gain (perte) sur cession de placements	207			(220 000)
Contributions des promoteurs	208		109 000	782 428
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210	115 000		
Autres	211	970 000	909 380	44 701
	212	2 385 000	5 941 814	10 867 004

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	258 100	267 268	267 268	239 212
Application de la loi	2	84 600	47 877	47 877	200
Gestion financière et administrative	3	12 997 200	16 617 621	142 905	16 760 526
Greffé	4	817 300	261 117	261 117	14 380 246
Évaluation	5	41 900	59 088	59 088	525 351
Gestion du personnel	6	287 200	291 524	291 524	195 813
Autres	7		5 395	5 395	
	8	14 266 300	17 549 890	142 905	17 692 795
					15 340 822
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	50 000	141 356	141 356	11 292
Sécurité incendie	10	20 500	3 130	3 130	
Sécurité civile	11	144 200	4 509	4 509	3 130
Autres	12	171 000	190 981	190 981	204 780
	13	385 700	339 976	339 976	219 202
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	1 498 000	1 358 058	1 368 155	2 571 630
Enlèvement de la neige	15	1 557 700	1 311 882	1 26 619	1 635 444
Éclairage des rues	16	172 700	224 175	63 520	209 323
Circulation et stationnement	17	142 600	142 228	17 600	135 035
Transport collectif					
Transport en commun	18				
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	3 371 000	3 036 343	1 575 894	4 612 237
					4 551 432

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				819 415
Réseau de distribution de l'eau potable	24	524 200	463 844	341 413	805 257
Traitement des eaux usées	25			54 280	54 281
Réseaux d'égout	26	503 300	646 145	383 007	1 029 152
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	27	423 000	376 430		376 430
Collecte et transport	28				
Élimination					
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	298 000	276 443	35 846	312 289
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques	31				
Collecte et transport	32				
Traitement	33				
Matériaux secs	34				
Autres	35				
Plan de gestion	36				
Autres	37	35 100	61 443		61 443
Cours d'eau	38	10 300	35 186		35 186
Protection de l'environnement	39				
Autres	40	1 793 900	1 659 491	814 546	2 674 037
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				508
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	76 500	108 316		67 814
	44	76 500	108 316		68 322
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	811 700	632 069	8 160	662 358
Rénovation urbaine	46				
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48	211 800	363 594		363 594
Promotion et développement économique	49				
Industries et commerces	50				
Tourisme	51				
Autres	52	1 023 500	1 565 031	8 160	569 368
Autres					
					6 373 670
					7 274 051

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	59 1 588 300	1 747 273	465 827	2 212 900	1 618 052
Patinoires intérieures et extérieures	54 663 300	681 230	183 525	864 755	559 103
Piscines, plages et ports de plaisance	55 223 800	206 368		206 368	197 237
Parcs et terrains de jeux	56 926 900	1 117 974	23 153	1 141 127	1 000 489
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59				600
	60 3 402 300	3 752 845	672 305	4 425 150	3 375 491
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62 852 800	837 387	50 741	888 128	907 734
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63 71 400	49 077		49 077	49 223
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65 314 400	404 153	36 684	440 837	247 510
	66 1 238 600	1 290 617	87 425	1 378 042	1 204 467
	67 4 640 900	5 043 462	759 730	5 803 192	4 579 948
	68				
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69 1 900 000	1 239 476		1 239 476	1 334 892
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72 10 000	284 531		284 531	1 036 248
Autres	73 1 910 000	1 524 007		1 524 007	2 371 140
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74 2 752 300	3 301 235	(3 301 235)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

AUX membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Ville portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL****Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 108.2 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Mallette
SENCRL
Comptables agréés

CA auditeur permis no 7474

DATE 2011-10-21

Dernière modification avant dépôt : 2011-10-28 14:05:00

Dernière modification : 2011-12-14 10:11:45

Réservé au ministère

40 636 670	7 775 852	21 381 238	1,1454
------------	-----------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>28 170 412</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	16 500
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>28 153 912</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	28 153 912
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	16 500
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>28 170 412</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	45 502	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 743 672	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>6 789 174</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>21 381 238</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>1 842 705 668</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>1 890 597 747</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) + 2	3	<u>1 866 651 708</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>21 381 238</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 866 651 708</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	<u>1</u> , <u>1</u> | <u>4</u> | <u>5</u> | <u>4</u> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) + 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATEGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations 2010	Réalizations 2009
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	7 597 500	1 407 187	957 713
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	11 950 000	1 950 459	891 641
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 415 500	5 044 878	2 068 428
Ponts, tunnels et viaducs	7	40 000	6 117	
Système d'éclairage des rues	8	905 000	444 128	789 535
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 261 000	789 613	1 472 086
Autres infrastructures	11		3 123 175	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 315 000	2 096 320	2 088 574
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 060 000	495 852	12 088 767
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	281 000	802 796	118 465
Ameublement et équipement de bureau	18	180 000	283 311	296 939
Machinerie, outillage et équipement divers	19	291 000	733 974	2 006 692
Terrains	20			
Autres	21			
	22	33 296 000	17 177 610	22 758 860

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		448 634	957 713
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		1 003 026	891 641
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		958 553	
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		847 433	
	31		3 357 648	1 849 354

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	12 967 000	24	6 786 000	47	900 000	70	18 853 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	507 416	26		49	71 566	72	435 850
Organismes municipaux	4	12 415 414	27		50	2 354 668	73	10 060 748
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6	2 668 667	29		52	533 334	75	2 133 333
	7	28 556 497	30	6 786 000	53	3 859 566	76	31 482 931
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		64		77	
Réserves financières et fonds réservés	9		32		55		76	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	4 957 247	33	133 500	66	1 143 945	79	3 946 802
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	23 409 501	34	6 652 500	57	2 858 810	80	27 405 191
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		68		81	
	13	28 366 748	36	6 786 000	59	3 800 755	82	31 351 993
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	189 749	37		60	58 811	83	130 938
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	189 749	41		64	58 811	87	130 938
Prête	19		42		65		88	
	20	189 749	43		66	58 811	89	130 938
	21	28 556 497	44	6 786 000	67	3 859 566	90	31 482 931
Déduire								
Dettes en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	28 556 497	46	6 786 000	69	3 859 566	92	31 482 931

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	11 579 000	15 499 564	13 240 133
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	11 578 000	15 499 564	13 240 133

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹			
1 Cadres et contremaîtres	15,50	11	35	18	28	38	265 778	1 474 497
2 Professionnels		12	19	29	39			
3 Cols blancs	33,50	13	35	20	30	40	202 592	1 353 043
4 Cols bleus	70,00	14	40	21	31	41	381 680	2 550 420
5 Policiers		15	22	32	42			
6 Pompiers		16	23	33	43			
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)		17	24	34	44			
8 Élus	119,00		25	35	45		850 050	5 377 960
9	7,00		26	36	46		26 084	226 828
10	126,00		27	37	47		876 134	5 604 788

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert	
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52
Réseau de distribution de l'eau potable	48	53
Traitement des eaux usées	50	54
Réseaux d'égout	51	55
	209 112	209 112
	203 817	203 817
Total		
	418 224	418 224
	407 634	407 634

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement	Amortissement des immobilisations	Charges	Services rendus	Coût des services municipaux	Frais de financement
	+	=	-	=	=	=
Administration générale						
Application de la loi	1 47 877 23	58	47 877 78	105	47 877	101
Évaluation	2 59 088 28	54	59 088 80	106	59 088	102
Autres	3 17 442 925 28	55	17 585 830 81	107	17 468 909	103
			142 905 56			303 743
			142 905 56		17 606 874	303 743
Sécurité publique						
Police	5 141 356 31	57	141 356 88	108	141 356	106
Sécurité incendie	6 3 130 32	58	3 130 84	110	(34 357)	108
Sécurité civile	7 4 509 33	56	4 509 85	111	4 509	107
Autres	8 190 981 34	60	190 981 86	112	190 981	109
			339 976 26		302 489	15 483
			339 976 26		37 487	15 483
Transport						
Réseau routier						
Voirie municipale	10 1 358 058 36	62	2 726 213 88	114	2 704 272	140
Enlèvement de la neige	11 1 311 882 37	63	1 438 501 89	115	1 338 317	141
Autres	12 366 403 38	64	447 523 91	118	447 523	142
Transport collectif	13 39 39	65	91 91	117		143
Autres	14 40 40	66	92 92	118		144
			1 575 894 87		4 480 112	471 992
			1 575 894 87		122 125	471 992
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16 42 42	68	94 94	120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17 463 844 43	69	805 257 95	121	781 260	147
Traitement des eaux usées	18 54 280 44	70	54 280 96	122	54 280	148
Réseaux d'égout	19 646 145 45	71	1 029 152 97	123	935 874	149
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	20 376 430 46	72	376 430 98	124	376 430	150
Matières recyclables	21 276 443 47	73	312 289 99	125	312 289	151
Autres	22 48 48	74	100 100	126		152
Cours d'eau	23 61 443 48	75	61 443 101	127	61 443	153
Protection de l'environnement	24 35 186 49	76	35 186 102	128	35 186	154
Autres	25 51 51	77	103 103	129		155
			814 546 78		2 556 762	494 675
			814 546 78		117 275	494 675
			2 674 037 104			

Déposé le "2011-11-08"

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immobilisations	=	Charges	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être									
Logement social	157	172	157	329	217	232			
Sécurité du revenu	155	173	155	328	216	229			
Autres	169	174	159	343	219	234		108 316	
	180	175	190	365	220	235		108 316	235
Aménagement, urbanisme									
Aménagement et développement	181	170	181	351	221	236		497 123	31 607
Rénovation urbaine	182	177	182	359	222	227			
Promotion et développement économique	183	178	188	366	223	228		318 989	42 638
Autres	184	179	194	373	224	228		569 368	
	185	180	195	375	225	230		1 385 490	74 245
Loisirs et culture									
Activités récréatives	186	181	186	367	226	241		3 386 530	76 848
Activités culturelles	187	182	187	369	227	242		874 016	49 083
Bibliothèques	188	183	188	371	228	243		460 324	37 928
Autres	189	184	189	373	229	244		4 720 870	163 859
	190	185	200	385	230	245			
Réseau d'électricité									
	191	186	191	377	231	246		31 170 913	1 524 007

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1	171 854	
Charges sociales	2	31 687	
Biens et services	3	16 687 267	22 758 860
Frais de financement	4	286 802	
Autres	5		
	6	17 177 610	22 758 860

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	6 418 514	5 732 162
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	6 418 514	5 732 162
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	279 079	4 372 040
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(1 109 665)	(1 685 688)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(461 618)	(2 000 000)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	(1 292 204)	686 352
Solde à la fin de l'exercice	11	5 126 310	6 418 514
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	751 871	827 471
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	751 871	827 471
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	133 401	(113 824)
Activités d'investissement	16	(429 910)	(1 961 776)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	461 618	2 000 000
Financement des investissements en cours	18		
	19	165 109	(75 600)
Solde à la fin de l'exercice	20	916 980	751 871

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	28 ()	()
Autres	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31	
	32	
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 (10 167 313)	(1 146 141)
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 (10 167 313)	(1 146 141)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 (2 330 282)	(9 021 172)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	
	41 (2 330 282)	(9 021 172)
Solde à la fin de l'exercice	42 (12 497 595)	(10 167 313)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 35 857 746	18 173 834
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 35 857 746	18 173 834
Variation de l'exercice	46 11 233 229	17 683 912
Solde à la fin de l'exercice	47 47 090 975	35 857 746

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 000 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()	()
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()	()
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	()	()	()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27			
Montant à pourvoir dans le futur	28			
Financement des investissements en cours	29			
	30			
	31			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32			

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière		Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	6	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	8	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	26	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	28	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> . <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (Montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 [9 | 8] , [0 | 0] \$
Égout	2 [8 | 3] , [0 | 0] \$
Eau et égout	3 [ | ] , [ | ] \$
Traitement des eaux usées	4 [ | ] , [ | ] \$
Matières résiduelles	5 [1 | 7 | 4] , [0 | 0] \$
	% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6 [ | ] , [ | | ] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Tarif déchets et mat. rec.		4	Différentes catégories
Tarification eau-commercial		7	0,3918 \$ du mètre cube
Tarification égout et eaux usées		7	0,4174 \$ du mètre cube
Règlement 187	,2815	2	
Règlement 666-89	3,2102	3	
Règlement 687-89	,5827	2	
Règlement 692-89 art. 9a)	,0361	2	
Règlement 692-89 art. 9b)	,1246	2	
Règlement 710-89	,2920	2	
Règlement 715-89	,3038	2	
Règlement 745-90	,2631	2	
Règlement 764-90	181,9082	4	
Règlement 777-81 et corollaires	336,2805	4	
Règlement 777-91 et corollaires	557,8047	4	
Règlement 829-92	38,7464	4	
Règlement 830-92	70,5040	4	
Règlement 856-92	562,1062	4	
Règlement 878-93	398,1858	4	
Règlement 1019-95	500,8256	4	
Règlement 1027-95	574,5889	4	
Règlement 1068-96	1 450,7100	4	
Règlement 1088-96	549,4518	4	
Règlement 1080-96	,1252	2	
Règlement 1093-96	242,0888	4	
Règlement 1094-98	318,3528	4	
Règlement 98-1166	232,5162	4	
Règlement 2000-1210	525,3505	4	
Règlement 2000-1233	229,5126	4	
Règlement 2000-1250	236,1458	4	
Règlement 1268	219,7200	4	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement 1320	767,3871	4	
Règlement 1310	602,2798	4	
Règlement 1306	583,1858	4	
Règlement 1253	,0278	2	
Règlement 1253	,9106	2	
Règlement 1253	1 278,0404	4	
Règlement 1253	1 243,7916	4	
Règlement 1340	910,5503	4	
Règlement 1319	,2440	5	
Règlement M04-0705	33,2945	7	Mètre carré moyen
Règlement REGVSAD 2008-009	843,3411	4	
Règlement REGVSAD 2008-097	,3900	1	
Règlement REGVSAD 2008-111	84,6835	4	
Règlement REGVSAD 2008-129	308,0418	4	
Taxe de secteur-déneig, rue du Vitrier	12,0000	3	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7 _____		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8 _____		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11 _____		\$
b) autres formes d'aide	12 _____		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15 _____	148 684	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18 _____		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19 _____		20 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 200, route de Fossambault
(no) (rue)
Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures G3A 2E3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 878-4662 5301
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.lemay@ville.st-augustin.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Manon Lemay, CA

Téléphone (418) 878-4662 5301
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 878-0044
(ind. rég.) (numéro)

Courriel manon.lemay@ville.st-augustin.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallotte, CA

Titre Auditeur indépendant

Adresse 200-3075, chemin Quatre-Bourgeois
(no) (rue)
Québec (Québec) G1W 5C4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 653-4431
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 656-0800
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Responsable du dossier Gervais Grenier, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIERJe soussigné(e), Manon Lemay, CA

(Nom)

Trésorière

(Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-10-28 14:05:00

Dernière modification : 2011-12-14 10:11:45

Réservé au ministère

40 636 670

7 775 852

21 381 238

1,1454

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
(Nom)
de Saint-Augustin-de-Desmaures pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
(Nom de l'organisme)
de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
(Date)
ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____
(Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 7 775 852 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
à la page S34 ligne 4 est de 21 381 238 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-10-28 14:05:00

Dernière modification : 2011-12-14 10:11:45

Réservé au ministère

40 636 670	7 775 852	21 381 238	1,1454
------------	-----------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Solvez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

· L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres prévenus et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 1,4444

- A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)
- B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)
- C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)
- D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)

Déposé le "2011-11-08"